



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU GERS

Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales  
Bureau du droit de l'environnement  
n°2013350-0003

**Arrêté préfectoral complémentaire  
relatif à la mise à jour de la situation administrative, de la liste des déchets entrants à traiter  
et de certaines caractéristiques techniques  
de l'unité de méthanisation de BIOGAZ DU GRAND AUCH**

Le Préfet du Gers ,

- VU le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-275-09 relative à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole 4ème programme d'action ;
- VU la demande présentée le 04 juin 2010 par la société BIOGAZ DU GRAND AUCH dont le siège social est situé au 52 rue Paul-Vaillant Couturier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de méthanisation d'une capacité maximale de 44 000 tonnes par an sur le territoire de la commune d'AUCH au sein de la zone industrielle;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 autorisant la société BIOGAZ DU GRAND AUCH à exploiter une installation de méthanisation, ZA de Lamothe sur le territoire de la commune d'AUCH ;
- VU le dossier de modification présenté le 16 mai 2013, par la société BIOGAZ DU GRAND AUCH, concernant les conditions d'exploitation de l'installation de méthanisation sur le territoire de la commune d'AUCH ;
- VU le rapport et les propositions en date du 14 juin 2013 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis émis par le CODERST dans sa séance du 11 juillet 2013 au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU le projet d'arrêté porté le 27 novembre 2013 à la connaissance du demandeur ;

**CONSIDERANT** que, conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, le projet de modification des conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation projetée sur le commune d'AUCH et présentée par la société BIOGAZ DU GRAND AUCH et tous les éléments d'appréciation ont été portés à la connaissance du Préfet avant sa réalisation ;

**CONSIDERANT** que, au regard des éléments transmis par la société BIOGAZ DU GRAND AUCH, l'inspection des installations classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles selon les dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** toutefois que, les prescriptions techniques fixées par l'arrêté d'autorisation initial en date du 31 janvier 2011 doivent être actualisées et mises à jour afin de tenir compte des modifications envisagées par l'exploitant sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire selon les dispositions des articles R.512-33 et R.512-31 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le présent arrêté préfectoral complémentaire actualise les prescriptions techniques initiales, il est nécessaire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions complémentaires ainsi mises à jour sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas formulé, dans le délai de quinze jours qui lui était imparti, d'observation particulière, dans le délai de quinze jours qui lui était imparti, sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er : Nature des installations**

Les dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2781	1a	A	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j	Cuves de Méthanisation et de maturation des déchets de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires	Quantité de matières traitées par jour	50	t/j	120,5	t/j
2781	2	A	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	Cuves de Méthanisation et de maturation des déchets non dangereux autres que ceux visés au 2781-1a	-	-	-	-	-
2910	B	A	Installations de Combustion : lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en 2910-A et 2910-C	Moteur de Cogénération de puissance thermique exprimée en PCI : 2608 kW  Chaudière de puissance thermique exprimée en PCI : 3000 kW Combustible : biogaz	Puissance thermique totale maximale, exprimée en PCI	0,1	MW	5,606	MW
1411	2c	D	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables	Stockage du biogaz dans les membranes double peau	Quantité maximale stockée	1	t	6	t
2175	2	D	Dépôt d'Engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l	Stockage de sulfate d'ammonium	Quantité maximale stockée	100	m³	450	m³
1432	2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Stockage de gazole	Quantité stockée maximale	10	m³	5	m³
1611		NC	Emploi ou stockage d'Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	Stockage d'acide sulfurique en cuve	Quantité totale maximale	50	t	50	t
1630	B- 2		Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Stockage de soude en cuve de 23 m³ soit une quantité totale de 31 tonnes	quantité totale susceptible d'être présente	100	t	31	t

Rubrique	Alinéa	AS,A ,D ,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2260	2	NC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW	Installations de Broyage	puissance installée de l'ensemble des machines fixes	100	kW	100	kW
2920	-	NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 100 kPa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Surpresseur du cogénérateur utilisant du biogaz + un supplémentaire de secours : 2 * 8 kW	puissance absorbée	10	MW	50	kW

A: Autorisation, E: enregistrement, D: déclaration, NC: non classé

## **ARTICLE 2 : Descriptions des installations**

Les dispositions de l'article 1.2.4.1. de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **« Description des installations:**

La capacité journalière de l'installation est la somme de la capacité de traitement de matières de chaque ligne qui la compose.

Cette unité de méthanisation a une capacité annuelle de traitement de 44 000 t/an soit une capacité journalière de traitement de 120,5 t/j, et fonctionne 365 jours par an 24 h sur 24.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé suivant les étapes et caractéristiques prédéfinies suivantes:

#### **1. Phase 1 : réception et préparation des déchets**

La réception et la préparation des déchets sont effectuées suivant trois filières en fonction de la nature du déchet entrant : liquide, solide, sous produits à hygiéniser.

Sous produits solides :	Sous produits liquides :	Sous produits à hygiéniser : sous produits animaux, graisses, déchets alimentaires
Dépotage sous hangar vers soit sur une aire de dépotage de 140 m <sup>2</sup> soit directement dans une trémie d'alimentation de 100 m <sup>3</sup>	Dépotage sous hangar et transfert vers 1 cuve aérienne de stockage de 300 m <sup>3</sup>	-Dépotage dans une trémie de 86 m <sup>3</sup> sous hangar ventilé (air traité sur biofiltre) -Cuve de stockage de 50 m <sup>3</sup> -Broyeur de déchets -2 hygiénisateurs de 20 m <sup>3</sup> chacun -1 cuve de stockage de graisses de 200 m <sup>3</sup> et 1 cuve de stockage de sang de 50 m <sup>3</sup>

#### **3. Phase 2 : Méthanisation et maturation :**

Méthanisation	2 cuves de méthanisation de 3015 m <sup>3</sup> chacune : cuves aériennes et cylindriques, maintenues en température de 37 °C et recouvertes d'une bâche en PELD (Polyéthylène basse densité)
Maturation	1 cuve de maturation de 2270 m <sup>3</sup> : cuve aérienne et de forme cylindrique, équipée d'une double membrane servant au stockage du biogaz

#### 4. Phase 3 : Valorisation des produits issus de la méthanisation : biogaz et digestats bruts

Valorisation du biogaz	<p>Le biogaz est valorisé par l'intermédiaire d'un moteur de cogénération (placé dans un container) d'une puissance thermique de consommation de 2606 kW pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la production d'électricité (revendue à EDF) ;</li> <li>- la production de chaleur (maintien en température des cuves de méthanisation sur site, fourniture de vapeur à l'usine SOAL voisine).</li> </ul> <p>En cas de panne ou de maintenance du moteur de cogénération, une chaudière, couplée avec une torchère, assure la valorisation du biogaz produit.</p>
Valorisation des digestats bruts	<p>Les digestats bruts stockés dans une cuve de stockage tampon d'une capacité de 112 m<sup>3</sup> subissent une séparation de phase liquide-solide par une centrifugeuse ;</p> <p>pour les digestats solides (12 000T/an) : création d'une aire de stockage des digestats solides avant épandage sur parcelles agricoles ;</p> <p>pour les digestats liquides (28 000T/an) : exploitation d'une unité de prétraitement avant rejet à la station d'épuration d'Auch. Cette unité permet d'éliminer l'azote présent dans les digestats liquides et de le concentrer en une solution de sulfate d'ammonium valorisable en agriculture.</p>

#### **ARTICLE 3: Capacité de l'installation**

Les dispositions de l'article 1.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La capacité de production de l'installation est la suivante:

Production	Unité	Capacité maximale
Quantité de déchets traités	t/j	120,5
Volume de biogaz produit	Nm <sup>3</sup> /j	12 100
Production électrique journalière	kWh	25 608
Production de chaleur journalière	kWh	25 944
Digestat liquide	t/j	76,7
Digestat solide	t/j	32,9
Sulfate d'ammonium	t/j	5

#### **ARTICLE 4: Textes applicables**

Les dispositions du chapitre 1.8 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
10/11/09	Arrêté du 10/11/09 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets codifié au article R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié

17/07/00	Décret du 30/07/98 relatif au transport par route, au courtage et au négoce de déchets non dangereux, codifié à travers le code de l'environnement.
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion
10/12/03	Circulaire du 10/12/03 relative aux Installations classées : installations de combustion utilisant du biogaz.
02/10/09	Arrêté du 02/10/2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400kW et inférieure à 20 MW
31/05/12	Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et Arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
31/07/12	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement

#### **ARTICLE 5: Nature des matières traitées**

Les dispositions du chapitre 2.1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont complétées par les dispositions suivantes :

Provenance	Code
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles	03 01 01 – Déchets d'écorce et de liège 03 01 05 Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 0104
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier.	03 03 01 Déchets d'écorce et de liège 03 03 02 boues vetes 03 03 09 boues carbonnatées 03 03 10 refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique 03 03 11 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visées au 03 03 10
Déchets provenant de la fabrication formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base	07 01 12 Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11 07 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
Déchets provenant de la fabrication formulation, distribution et utilisation (FFDU) de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11).	07 03 12 Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11.
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques.	07 06 12 Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11. 07 06 99 Déchets non spécifiés ailleurs.
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs.	07 07 12 Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11. 07 07 99 Déchets non spécifiés ailleurs.
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation). Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets.	19 02 06 Boues provenant des traitements physico-chimiques ne contenant pas de substances dangereuses 19 06 03 Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux. 19 06 04 Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux. 19 06 05 Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux. 19 06 06 Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux. 19 06 99 Déchets non spécifiés ailleurs.

Provenance	Code
Déchets provenant de la régénération de l'huile.	19 11 06 Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05. 19 11 99 Déchets non spécifiés ailleurs.
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01).	20 01 08 Déchets de cuisine et de cantine biodégradables. 20 01 25 Huiles et matières grasses alimentaires.

#### **ARTICLE 6: Conduits et installations raccordées**

Les dispositions du chapitre 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Installations raccordées	Puissance thermique (exprimée en PCI) ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Moteur de cogénération	Puissance thermique de consommation 2606 kW	biogaz	-
Chaudière de secours	3000 kW	biogaz	Utilisée en secours
Torchère		biogaz	Torchère utilisée uniquement en cas de panne ou maintenance du moteur de cogénération secours
Unité de désodorisation par Biofiltre	25 000 m3/h	/	Capte les émissions odorantes du hangar de dépotage et réception des déchets et matières entrantes

#### **ARTICLE 7 :**

Un avis relatif à la présente autorisation est inséré par les soins du préfet du Gers, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux. Un extrait du présent arrêté est affiché dans la mairie d'Auch, pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire et, en permanence, de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

#### **ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déferées à la juridiction administrative :

➤ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;

➤ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 9 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gers, l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information et affichage, à M. le Maire d'AUCH.

Fait à Auch, le 16 DEC 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING

